

guidé ; ces derniers en effet sont convaincus que le tarif sera fort avantageux au pays.

M. KILVERT : Je n'ai pas l'intention d'entrer dans la discussion des principes généraux, parcequ'ils ont été suffisamment développés. On voudra bien me pardonner si j'examine un peu la question au point de vue particulier des intérêts de la division électorale que j'ai l'honneur de représenter. La ville d'Hamilton, comme nous le savons, est un centre manufacturier très-important ; la majorité de sa population appartient à la classe industrielle et depuis plusieurs années, cette question y a été ouvertement discutée. Ceux qui m'ont précédé comme représentants de cette ville, étaient partisans d'une politique semblable à celle qui nous est maintenant soumise. Ils ont parlé dans cette Chambre et au dehors pour défendre leurs principes ; d'autres messieurs aussi, appartenant au parti de la gauche, se sont déclarés publiquement en faveur de la protection de nos manufactures. Ils étaient les éclaireurs du grand parti de la réforme et servaient d'instruments pour façonner l'opinion publique, mais quand l'intérêt du parti exigeait l'abandon de ces principes, au premier appel qui leur était fait, ils tournaient le dos aux principes et se rangeaient dans les rangs du groupe qui bataillait pour le libre-échange. Personne, plus que les honorables messieurs de l'opposition, je crois, n'a été étonné d'entendre les déclarations de l'honorable ministre des finances, dans son discours sur le budget, et je ne puis faire autrement que de signaler la consternation qui s'est manifestée parmi nos adversaires. Ils sont arrivés ici, tout prêts à condamner le gouvernement, croyant qu'il ne tiendrait pas ses promesses, mais maintenant qu'ils sont obligés d'abandonner cette tactique, ils font d'autres objections à quelques-unes desquelles je répondrai. La première est le cri de loyauté. Nous avons entendu ces messieurs dire que cette politique était déloyale envers la Grande-Bretagne. Ceci doit être une découverte toute récente, car depuis les dernières élections nous avons vu les chefs du parti et leurs principaux organes dans le pays, réclamer la mise à exécution de cette politique et s'ils la trouvent maintenant déloyale, ils ne la désignaient pas ainsi avant que le budget nous fût connu.

Maintenant je vais énumérer quelques articles qui indiqueront la somme de commerce, qui s'est fait entre la Grande-Bretagne et le Canada, comparé au commerce entre le Canada et les Etats-Unis, ce qui démontrera la tendance politique du dernier gouvernement en faveur des Etats-Unis :

Meubles : En 1872-73, nous en avons importé de la Grande-Bretagne pour une valeur de \$37,378 ; des Etats-Unis, \$104,221. En 1874-75, de la Grande-Bretagne, \$20,732 ; des Etats-Unis, \$204,757. En 1878, de la Grande-Bretagne, \$12,201 ; des Etats-Unis, \$387,270.

Fournitures pour voitures et harnais : En 1872-73, nous en avons importé de la Grande-Bretagne, pour une valeur de \$50,941 ; des Etats-Unis, \$89,365. En 1874-75, de la Grande-Bretagne, \$45,425 ; des Etats-Unis, \$96,834. En 1878, de la Grande-Bretagne, \$20,532 ; des Etats-Unis, \$96,029.

Poëles et fontes en fer : En 1874, nous en avons importé de la Grande-Bretagne, pour une valeur de \$376,926 ; des Etats-Unis, \$360,717. En 1878, de la Grande-Bretagne, \$344,032 ; des Etats-Unis, \$356,768. En 1876, de la Grande-Bretagne, \$71,173 ; des Etats-Unis, \$318,560. En 1878, de la Grande-Bretagne, \$34,058 ; des Etats-Unis, \$357,714.

Chevilles, clous et pointes : En 1872-73, nous en avons importé de la Grande-Bretagne, pour une valeur de \$94,015 ; des Etats-Unis, \$55,693. En 1874-75, de la Grande-Bretagne, \$66,036 ; des Etats-Unis, \$232,590. En 1878, de la Grande-Bretagne, \$24,562 ; des Etats-Unis, \$154,679.

Si ce genre de commerce devait continuer dans la même proportion, les Etats-Unis en auraient tout le profit. En ce qui concerne la loyauté, je ne voudrais accuser qu'un seul, en cette Chambre, de déloyauté.

Plus d'une fois, le peuple a montré son attachement à la mère-patrie, en offrant ses services à des époques de danger ; aussi, il est inutile d'insister sur ce point. Une autre objection au tarif, est le fardeau de la taxe, qu'il devra imposer sur le pays. Les honorables messieurs de l'opposition oublient entièrement le but et l'intention du tarif. Ils prennent pour acquis, que toutes les marchandises sur lesquelles il y a de forts impôts, continueront d'être importées et que par conséquent, le peuple sera obligé de les payer. Mais le but du tarif, si je le comprends bien, est qu'une grande partie des marchandises frappées de droits élevés, devront être manufacturées ici, et la valeur restera au pays. L'honorable membre de